SOCOTHYD DES ISSERS

Renouvellement de deux certifications

L'entreprise à capitaux publics Socothyd, (600 travailleurs), en charge de la production d'articles parapharmaceutiques et d'hygiène corporelle implantée dans la ville des Issers, wilaya de Boumerdès, a passé avec succès l'écueil de l'audit pour le renouvellement de deux certifications.

En début de la semaine en cours, les experts du cabinet Afnor, organe indépendant de certification, ont terminé leur audit avant de renouveler aux divers services de productions de l'entreprise en question la double certification.

La première portant le numéro ISO 13 485 concernant l'industrie dans le secteur médical. Le demandeur de cette certification doit satisfaire aux exigences du SMQ (système de management de qualité). La seconde certification renouvelée – ISO 9 001 version 2008 – concerne les volets management, qualité production, organisation et marketing. En clair, les articles qui sortent des chaînes de production de la Socothyd répondent aux normes internationales.

Rappelons par ailleurs que l'entreprise en question, qui couvre 100% de la demande nationale, est en possession du marquage CE permettant à ses articles d'entrer dans les pays membres de l'Union européenne.

Abachi L.

AGRESSIONS AU PÔLE UNIVERSITAIRE DE TAMDA (TIZI-OUZOU)

Les étudiants s'en remettent aux comités de village de la wilaya

Agressions à l'arme blanche, brutalités physiques et tentatives de kidnapping de filles, c'est le lot quotidien des étudiants du pôle universitaire de Tamda, à 11 km de Tizi-Ouzou. Ces derniers, après avoir vainement attiré l'attention des pouvoirs publics sur la situation d'insécurité qu'ils vivent aux alentours du campus et parfois dans l'enceinte même de la cité universitaire, lancent un véritable SOS en direction de l'opinion publique.

Refusant de subir le diktat des voyous de tout acabit et des bandes organisées qui font régner la terreur autour du campus, des caravanes d'étudiants sillonnent la région pour plaider leur cause auprès des associations et comités de villages et dénoncer les exactions subies par la communauté universitaire, eux qui n'ont eu de cesse de réclamer l'ouverture du commissariat de police de Tamda.

Cela, affirment des membres du comité d'étudiants, après avoir alerté le wali et même interpellé Ould Kablia sur la situation d'insécurité et de terreur qu'ils vivent au quotidien de la part de certains énergumènes qui n'hésitent pas à user de sabres et même de recourir à des molosses pour commettre leurs agressions.

Les étudiants font même état d'agressions d'étudiantes poursuivies en voitures jusqu'à la cité et sérieusement molestées et traînées par les cheveux. La goutte qui a fait déborder le vase étant cet étudiant qui a failli perdre l'œil suite à l'expédition punitive dont il a été victime de la part d'une vingtaine de voyous armés d'épées et de bâtons.

Tout comme ils évoquent des cas d'abandon des études par des étudiants en proie à la psychose et de menaces sur des agents de la sécurité interne.

Sensibles à leur drame, les comités de villages et les associations approchées par les représentants des étudiants se solidarisent avec la communauté universitaire.

Une question d'honneur et de dignité devant laquelle ils ne peuvent rester les mains croisées en apposant leurs cachets sur la déclaration de la communauté universitaire, des parents d'étudiants, de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme et corps administratifs représentés par le doyen et vice-doyen chargés de la pédagogie de la Faculté de biologie-agronomie suite à la réunion tenue en urgence le 14 mai destinée aux ministères de l'Intérieur et de l'Enseignement supérieur avec ampliation au wali laquelle «dénonce fermement l'état d'insécurité qui règne à l'intérieur et à l'extérieur du campus ainsi que les agressions quotidiennes à l'encontre de la communauté universitaire, condamne l'insouciance et l'insensibilité des autorités aux appels de détresse lancés par la communauté universitaire et réclame l'ouverture urgente du commissariat de police de Tamda, la mise en place d'un dispositif de patrouilles ainsi que le renforcement de la sécurité interne du campus par la dotation de l'entrée principale et des blocs administratifs de caméras de surveillance.

Les étudiants affirment enfin que leurs plaintes à la police de Tizi-Ouzou et à la gendarmerie de Freha ne sont pas prises en considération pour des considérations de compétences territoriales. D'où leur drame.

S. Hammoum

Le burnous kabyle ressuscité à Houra

Voué à l'oubli, le burnous kabyle a déployé ses larges pans à Houra où il a été ressuscité à travers une mémorable fête les 23, 24 et 25 mai par l'association Yakoubi Ferhat, en collaboration avec le comité de village.

Epique fut la première édition inscrite sous le thème générique «le burnous, culture et tradition», qui a drainé des milliers de visiteurs venus des quatre coins de la région et du pays.

Trois jours durant, les trois sites de la localité, correspondant aux trois factions qui constituent ce village-pilote fonctionnant un peu sous les modèles de régionalisation positive rêvés par des hommes politiques qui y voient une chance pour l'Algérie, ont connu une rare effervescence. Ce qui aura d'abord frappé l'esprit, c'est l'organisation qui aura prévalu dans ce village de 6 000 habitants, soudé dans sa composante humaine, qui aura anticipé sur la suite à donner à l'événement pour lui éviter l'essoufflement qui mine bien des fêtes régionales montées dans la précipitation.

Les invités appelés à prendre la parole lors de l'inauguration de la fête l'ont bien compris en s'accordant à dire leur satisfaction de voir ce pan de notre identité sorti de l'oubli, promettant, côté APW, Direction de la culture et APC de Bouzeguène et autres sponsors, une aide substantielle. Et la wilaya, qui a intégré dans son agenda culturel cette fête, la 14e du genre dans la région, sait qu'elle ne sera pas déçue eu égard à sa réelle prise en charge par Houra.

La fête du burnous est perçue ici comme un moyen de revenir à l'identité et aux racines tant il participe à la représentation de l'âme collective de la Kabylie, qui voit à travers cet habit un symbole. Raison de plus quand on sait que dans ce village, où existent encore des tisseuses dont il reste seulement à transmettre le savoir-faire de génération en génération, il subsiste un séduisant proverbe qui les glorifie «Toutes les femmes savent tisser, mais les éloges vont à Fadhma Ouallouche». L'historique du burnous, dressé par l'anthropologue et archéologue Karim Stiti lors d'une conférence présentée devant une très nombreuse assistance, dont beaucoup de femmes qui ont participé aux débats, est venu compléter ce qui est colporté sur cet habit traditionnel algérien. Plus qu'un accessoire destiné à combattre le froid ou un cache-misère, il s'investit de significations et charges symboliques.

Aile protectrice de la femme qui le confectionne, de conjuration du mauvais sort, il est signe de paix et symbole d'honneur. Et aujourd'hui, le défi est de lui éviter le sort de la robe kabyle, devenue robe d'un jour et de le pérenniser avec cette chance que dans certaines régions du pays, le burnous en laine, tissé par des métiers traditionnels est toujours porté en saisons froides et arboré fièrement lors des fêtes.

Convié à la première édition, Hali Ali, auteur de la mythique chanson «Yedjayid jeddi avernus» (Mon ancêtre m'a légué un burnous), qui en a repris un refrain, illustre toute la symbolique et les valeurs du burnous qu'il exhorte à en prendre soin.La fête de Houra , où il est également question d'économie et de développement humanitaire aura aussi été l'occasion à de nombreux exposants de faire connaître leurs produits artisanaux, aux auteurs leurs œuvres et aux jeunes poètes de déclamer leurs vers. Le somptueux défilé de mode, outre qu'il a fait la promotion de la robe kabyle et du burnous confectionné dans le village, a aussi permis une percée en matière de mannequinat mixte. Chose impensable il y a à peine quelques années. Les centaines de spectateurs ont même eu droit à un spectacle de danse classique d'une école d'Azazga pour concilier modernisme et traditions. Les visiteurs ont été également conviés à une balade à travers les ruelles du village et à un ressourcement dans les maisons traditionnelles, aux murs crépis à la bouse de vache, le tout sous les airs envoûtants de vieilles tisseuses chantant derrière leur métier les vertus du burnous et de la terre. La première édition devait se poursuivre hier par une très attendue conférence-débat présentée par Youcef Merahi, suivie d'un récital poétique, d'une remise d'attestations d'honneur et d'un gala pour clôturer cette divine fête, appelée à devenir un événement-phare dans la région.

S. H.

TIPASA

Les prix de la pomme de terre s'envolent

Plusieurs étals de fruits et légumes des marchés des grandes villes de la wilaya de Tipasa affichent des prix faraminneux pour la pomme de terre.

A Hadjout, ce légume s'affiche à 40 dinars le kg, tandis qu' à Cherchell, les prix fluctuent entre 40 et 45 dinars.

Seule Koléa rivalise et affiche des prix situés en 35 et 40 dinars le kg.

Des ménagères s'inquiètent «est-ce un avant-goût de ce qui nous attend pour ce mois de Ramadhan prévu pour la fin juin ?», interroge une dame au sein du marché couvert de Cherchell.

Pourtant, lors des mois passés, il a été noté une relative stabilité de la mercuriale au niveau du marché de gros de Hattatba, où s'affichaient des prix inférieurs à 30 dinars pour la pomme de terre.

Malgré cet aléa, il a été enregistré la disponibilité de la tomate, de la courgette, des poivrons et des légumes de saison, dont la plupart des prix n'excèdent pas les 50 dinars le kilogramme.

Pourtant, force est de constater que les revendeurs de circonstance qui jalonnent les axes routiers entre Boufarik-Blida et Hattatba s'entendent pour afficher la pomme de terre à 40 dinars le kilogramme.

Pourquoi cette brutale hausse des prix de la pomme de terre ? Un revendeur justifie cette situation «la demande est plus forte que l'offre et le marché local ne satisfait pas les besoins», explique-t-il. Cela n'est pas de l'avis de certains observateurs avertis «il y a une spéculation et un stockage sur froid de ce produit», accusent ces derniers. Des supputations sont avancées ça et là, et chacun y va du sien «le problème se situe au niveau de la semence importée par notre pays qui est différente de celle utilisée habituellement par nos agriculteurs», affirme courageusement un sexagénaire qui semble connaître ce secteur. D'autres avis fusent au niveau de «Souk El Mexique» de Koléa «ces producteurs laissent exprès le produit sur pied et le cueillent en retard pour élever son prix», accuse un consommateur.

Des sources autorisées estiment qu'avec «une consommation annuelle de 60 kilos par an et par personne, l'Algérie est le premier producteur en Afrique et dans lemonde arabe de pomme de terre».

Il est à noter, par ailleurs, que la mercuriale des prix du marché de gros de Hattatba reste une référence des prix de la vente en gros avec une superficie de 40 000 mètres carrés et une capacité de stockage de 2 300 m³ pour 10 chambres froides.

Certains de nos interlocuteurs s'étonnent et estiment que «nos fellahs produisent localement plus de 200 000 tonnes de semences de pommes de terre, soit près de 5 000 hectares de pommes de terre de semences, tandis que nous importons près de 100 000 tonnes de ces semences. Ce qui ne saurait expliquer cette hausse des prix, avance sûrement notre interlocuteur, dont les déclarations restent toutefois à vérifier. D'autres sources mettent à l'index le marché informel et la permissivité pour écouler ce produit hors des marchés de gros.

Un autre fellah nous révèle «les importateurs se font moins nombreuses à se lancer dans l'importation de la semence de la pomme de terre, pour qui il a été imposé un calibrage strict des semences qui requiert entre 700 à 800 tubercules par sac de 50 kg quelle que soit la variété. A cette contrainte, il y a le prix élevé à l'importation et une offre locale insuffisante», révèle cette source.

Cela d'une part, tandis que d'autres avis fusent pour solutionner ce dilemme. «Il convient de réserver une plus grande superficie pour la culture de la semence de la pomme de terre, en vue de doubler, voire tripler la production de ce légume et interdire impérativement la culture de la pastèque, fruit consommateur d'eau et d'espace».

Larbi Houari

Lancement de l'atelier sur les normes et les protocoles d'analyse des milieux de la pêche et de l'aquaculture

Ce fut au sein de la salle des conférences de l'Unité des énergies solaires de Bou-Ismaïl que les travaux de l'atelier national sur les normes et les protocoles d'analyse des milieux et des produits de la pêche et de l'aquaculture furent lancés hier lundi en présence de M. Sid-Ahmed Ferroukhi, le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, du staff de la wilaya de Tipasa, de l'APW et de la daïra de Bou Ismaïl.

Selon ses initiateurs, cet atelier s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif national de suivi et d'évaluation de la qualité et de la salubrité des zones de pêche ainsi que du renforcement et de la mise en symbiose des capacités d'analyse des structures nationales qui activent dans ce domaine.

Ce réseau national d'analyse dénommé «Resanal» regroupe 32 organismes spécialisés dans le domaine des analyses, des professionnels de la pêche et de l'aquaculture et des associations exerçant dans le cadre de la protection des ressources biologiques marines.

Toujours selon les initiateurs de cet atelier, ce dernier permettra d'uniformiser les protocoles et les normes d'analyse appliqués au niveau des organismes membres du réseau à l'échelle nationale en vue de se doter des normes référentielles en matière de pollution marine (métaux lourds, hydrocarbures, biotoxines,matières organiques. Il a été révélé à ce propos que les activités du réseau couvrent aussi les territoires marins (espaces maritimes, ports, débarquements, circuits de commercialisation) et continentaux et permettent la préservation des milieux et de la ressource tout en contribuant au développement durable des activités de la pêche et de l'aquaculture.

L. H.

Erratum

Dans notre édition du lundi 26 mai 2014, une erreur s'est glissée dans le titre de l'article «Djelida (Aïn Defla), suspension d'un inspecteur des douanes», il fallait lire «Djelida (Aïn Defla), suspension d'un inspecteur des Domaines».

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs et des institutions concernées.